

Difficultés qui peuvent surgir au Parlement

Une autre situation semblable résulterait du genre et de l'importance de l'obstruction dont le Gouvernement pourrait être l'objet au Parlement de la part des membres des partis et des groupes qui composent l'opposition. Je ne demande si la population du Canada se rend pleinement compte du fait que, bien que le Gouvernement représente la majorité au Parlement, il doit faire face à une opposition formée d'une série de groupes minoritaires, - le parti Conservateur progressiste, le parti de la fédération du commonwealth coopératif, le parti du crédit social, auxquels est venu s'ajouter récemment un groupe d'éléments divers composé des membres du bloc populaire, des soit-disant indépendants et des travaillistes progressistes qui tous ont des ambitions qui leur sont propres. On pouvait croire à certains moments que chacun des membres de ces groupes et de ces partis se pensait obligé de rivaliser de zèle avec les autres en vue de s'assurer l'appui des électeurs ou en vue de critiquer le gouvernement. On peut presque dire que chacun de ces groupes, pour ne pas parler d'une association de deux ou de plusieurs d'entre eux, pourrait, s'il le voulait, tellement entraver la marche des travaux au Parlement, ou dénaturer et fausser les programmes du gouvernement que ce dernier se trouverait dans l'impossibilité de continuer à administrer les affaires du pays. Une telle situation serait déjà assez critique en temps ordinaire. Ce serait une situation impossible pour un gouvernement chargé de la conduite des affaires publiques en temps de guerre. Cela ne laisserait au gouvernement d'autre choix que la dissolution des chambres.

Une autre éventualité est possible. Pour des causes tout à fait imprévues dans le moment, il pourrait surgir dans le gouvernement lui-même et parmi ses partisans, des divergences d'opinion inconciliables sur la politique à suivre. En pareil cas, l'unique solution serait un appel au peuple. Pour ma part, je redoute peu une telle éventualité. Mais étant donné les problèmes d'administration après quatre ans de guerre, aucun chef de gouvernement ne peut se permettre d'ignorer la possibilité de la chose dans l'atmosphère de tension que produit un tel conflit.

Il faut ajouter à tous ces éléments, en envisageant la date d'élections possibles, les événements qui nous échappent actuelle-